

industriels d'Asie en sont une illustration. Le Canada se réjouit de l'arrivée de ces nouveaux acteurs d'importance sur la scène économique internationale. La réussite de leur développement économique représente un espoir et un encouragement pour tous les pays en développement. Le Canada apporte par ailleurs son entier soutien à l'initiative du Secrétaire général, qui se propose de créer un groupe de travail rattaché au Conseil et chargé d'examiner attentivement les moyens permettant d'encourager ces pays à participer plus étroitement à un processus de consultation sur les questions économiques mondiales, où l'intérêt de tous serait pris en compte.

Ces pays ont un rôle précieux et important à jouer au sein de la communauté économique internationale, dans la mesure en particulier où ils contribuent à corriger les déséquilibres du commerce mondial et offrent un marché aux pays moins développés. De fait, il importe que ces pays acceptent les règles du système commercial international et assument les responsabilités inhérentes à ce système, d'une manière qui soit compatible avec leur niveau de développement et avec les intérêts qui sont les leurs dans l'économie mondiale. Mais il importe aussi que nous engagions avec ces pays un dialogue qui tienne compte des intérêts et des avantages de chacun. Je crois fermement que ces pays qu'on appelle "nouveaux pays exportateurs" -- à savoir la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie -- devraient être associés à tout dialogue avec les nouveaux pays industriels d'Asie, d'une part en raison de leur développement économique rapide et du développement également rapide de leurs exportations et d'autre part en raison de la tendance croissante et déjà discernable à un élargissement de l'intégration horizontale dans la région. J'ai l'intention d'aborder ce sujet lors des consultations que je dois avoir en juillet à Bangkok avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Comme je l'ai dit, notre objectif, en tant que Ministres des pays membres de l'OCDE, est d'encourager ces pays à participer plus étroitement aux consultations sur les problèmes économiques mondiaux et, à terme, à entrer dans la communauté des pays industrialisés, avec les devoirs et les responsabilités que cela suppose. Nous devons cependant, à mon avis, aborder cette question avec mesure et circonspection. Il est certain que l'on pousse ces pays à s'ajuster, à passer dans une catégorie supérieure et à prendre sur eux une partie des responsabilités dans la gestion et dans la coordination de